

Communiqué de presse

Zurich, Genève, 20 septembre 2023

Finance durable : progrès dans la mise en œuvre de l’initiative du secteur suisse de la gestion de fortune

Dans le cadre de l’initiative « La finance durable, une opportunité pour la gestion de fortune » lancée en 2021 par le secteur suisse de la gestion de fortune, un second rapport sur les progrès réalisés a été publié. Les 22 banques participantes ont poursuivi avec succès leur engagement à contribuer à une solution contre le changement climatique. Elles ont fait progresser la mise en œuvre de quatorze mesures au total dans les quatre domaines « Réduction des émissions de gaz à effet de serre », « Offre & conseil », « Formation » et « Publication », qui visent toutes à contribuer à la réalisation des objectifs de l’Accord de Paris sur le climat.

L’ABG a lancé en septembre 2021 l’initiative sectorielle « La finance durable, une opportunité pour la gestion de fortune », afin d’accompagner et investisseurs privés et institutionnels dans les placements durables et de contribuer à la transformation vers une économie plus durable. Les banques de gestion participantes ont défini ensemble des priorités d’action qu’elles mettent en œuvre, tout en les développant et en les réexaminant régulièrement. Depuis 2022, les banques privées suisses de l’ABPS participent aussi à l’initiative. Avec 13 membres de l’ABG, la banque LGT et cette année également la banque J. Safra Sarasin, ce sont à présent 22 établissements au total qui soutiennent l’initiative et représentent des actifs sous gestion d’une valeur totale de CHF 2400 milliards.

Afin de prendre en compte la stratégie de finance durable du Conseil fédéral publiée en décembre 2022, le catalogue de priorités de l’initiative sectorielle pour l’année 2023 a été complété par deux nouvelles mesures importantes : l’application des indicateurs Swiss Climate Scores (SCS) aux placements financiers et aux portefeuilles clients, ainsi que le soutien des clients dans leur dialogue sur la durabilité avec les entreprises dans lesquelles ils investissent (stratégie d’engagement).

État de la mise en œuvre des priorités d’action

L’enquête sur l’état de la mise en œuvre de l’initiative au printemps 2023 a montré que ce sont surtout dans les domaines « Formation » et « Publication » que les mesures ont déjà été mises en œuvre. L’utilisation des SCS fait ici exception, car cette nouvelle mesure soulève encore des interrogations d’ordre méthodologique. En revanche, on constate dès le départ un haut degré de mise en œuvre de la stratégie d’engagement, qui coïncide parfaitement avec la fonction d’intermédiaire et de conseil des banques privées. Dans le domaine « Offre & conseil », les mesures se situent encore à mi-chemin de leur mise en œuvre. Les mesures se rapportant à la réduction des gaz à effet de serre (GES) continuent, quant à elles, de constituer un défi de taille, car elles sont ancrées sur le long terme et exigent donc davantage de temps avant leur mise en œuvre complète.

« Je me réjouis tout particulièrement du fort soutien à la stratégie d’engagement, qui fait partie de l’ADN de notre secteur de la gestion de fortune et dispose encore d’un potentiel important. Pour nous, c’est à la fois la confirmation et une source de motivation que notre secteur peut contribuer à la réalisation des objectifs climatiques de l’Accord de Paris », déclare Philipp Rickenbacher, président de l’ABG.

Progrès réalisés par rapport à l'année précédente

Comparé à l'état de la mise en œuvre mesuré pour la première fois en 2022, de bons à très bons progrès ont pu être constatés pour la quasi-totalité des mesures. Les améliorations les plus nettes s'observent dans la détermination de trajectoires de réduction des GES en général et dans les propres activités des établissements et leur trésorerie en particulier, mais aussi dans l'intégration des critères ESG dans les processus de conseil et d'investissement, dans la mise à disposition de documents sur la durabilité dans le processus de conseil ainsi que dans la communication des mesures engagées tout au long de la chaîne de valeur. En revanche, pour ce qui est de l'indication de la part des placements gérés durablement conformément au droit européen, les participants ont fait part de réserves – malgré les progrès réalisés dans la mise en œuvre – du fait du manque de clarté de la définition de la durabilité et des possibles effets juridiques de «l'écoblanchiment». Un recul significatif de l'engagement global recherché – en dépit d'un niveau de mise en œuvre plus avancé qu'en 2022 – n'est observé que pour la signature des initiatives internationales « zéro net ». Cela est lié au fait que les initiatives « zéro net » existantes ne correspondent pas spécifiquement au modèle commercial de la gestion de fortune.

« Nous sommes globalement très satisfaits des progrès accomplis. Notre initiative est en bonne voie pour atteindre ses objectifs. Le rapport souligne non seulement la volonté et l'engagement du secteur à se pencher sérieusement sur le thème de la durabilité, mais il fait également état de succès concrets », déclare Grégoire Bordier, président de l'ABPS.

Pour toute question :

Pascal Gentina, directeur exécutif de l'ABG, pascal.gentina@juliusbaer.com, +41 79 202 48 65
Jan Langlo, directeur de l'ABPS, langlo@abps.ch, +41 22 807 08 00

Les 14 priorités d'action de l'initiative

Les mesures de l'initiative se répartissent dans quatre domaines qui englobent les aspects particulièrement importants pour les banques de gestion de fortune :

« **Réduction des émissions de GES** » : les banques affiliées prennent des mesures

- qui conduisent à une réduction massive des émissions de gaz à effet de serre, conformément à l'Accord de Paris;
- qui visent à limiter l'augmentation moyenne des températures mondiales à 1,5 °Celsius au maximum;
- qui permettent à leur propre organisation d'atteindre l'objectif du zéro net d'ici 2050 ou avant.

« **Offre & conseil** » : les banques affiliées élargissent l'offre de solutions d'investissement durable et abordent proactivement les risques et les opportunités des investissements durables avec leur clientèle, en conformité avec l'autorégulation de l'Association Suisse des Banquiers.

« **Formation** » : les banques affiliées forment l'ensemble du personnel en contact avec la clientèle afin qu'il puisse conseiller de manière fondée cette dernière sur les opportunités et les risques des investissements durables.

« **Publication** » : les banques affiliées soutiennent les normes internationales telles que le plan d'action de l'UE pour financer la croissance durable ainsi que les principales initiatives et les principes directeurs du secteur. Elles veillent notamment à ce que les mesures prises pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat soient rendues publiques.

Prémises de l'initiative

Trois prémisses ont été définies lors du lancement de l'initiative sectorielle Finance durable :

1. Les banques de gestion de fortune ne sont pas en mesure, à elles seules, de résoudre le problème du changement climatique. Cet objectif nécessite un effort commun de l'ensemble de l'économie et de la société. Les banques de gestion de fortune souhaitent néanmoins apporter leur contribution et mesurer ainsi que rendre visibles leurs progrès en la matière.
2. Compte tenu de l'évolution constante de la réglementation et des méthodes de calcul (taxonomie) ainsi que des nouvelles découvertes scientifiques, les priorités définies sont régulièrement revues et développées.
3. L'initiative sectorielle de l'ABG et de l'ABPS est une plateforme ouverte à d'autres gérants de fortune, banques et établissements financiers qui ont la volonté de porter et de mettre en œuvre l'initiative sectorielle.